

LE REFUS PATRONAL - LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE

Au moment de la parution de notre dernier numéro, la *Conférence générale économique* avait commencé ses travaux.

Le problème qu'elle a à résoudre est difficile et compliqué, il lui appartient de donner son avis sur la production et la répartition, les prix et les salaires.

Pour nous un point nous intéresse au premier chef, c'est celui des salaires, quand redonnera-t-on au travailleur le pouvoir d'achat qu'il avait en 1939?

Avant la libération, la C.G.T. clandestine (communistes compris) lançait le mot d'ordre des 5.000 francs par mois; mais dès le départ de l'occupant, les pontifes communistes revenaient sur celui-ci et ce n'est qu'après discussions que l'on acceptait de revendiquer les 23 francs de l'heure ou 4.000 francs par mois.

Certains de nous avaient pensé qu'il ne s'agissait que d'un premier pas en avant, mais ce ne devait pas durer. Peu de temps après l'on clama l'hymne à la production; certes si nous ne nions pas que dans un pays ruiné il ne faille pas augmenter la production, mais dans la situation où nous nous trouvons en 1945 (en régime capitaliste), produire après avoir bloqué les salaires signifiait augmentation des bénéfices du patronat sans contrepartie.

L'on avait commencé le dirigisme par le blocage des salaires, mais les prix de tous les produits n'ont pas été eux bloqués, on les laissait monter en flèche et atteindre des taux qui, même pour les produits rationnés, atteignent aujourd'hui 8, 10 et parfois 12 fois la valeur d'avant guerre.

A l'époque pour pallier à ce décalage nous avons demandé l'application de l'échelle mobile, seul moyen de donner à la classe ouvrière un pouvoir d'achat toujours plus grand, mais nous avons vu les communistes s'élever, taxant cette demande de démagogique.

Depuis un an et demi les travailleurs attendent que leurs salaires augmentent et pendant ce temps les prix montent sans cesse au point que certains ne pensent plus acheter leurs rations alimentaires, encore moins le costume ou les menus objets nécessaires au ménage.

L'on a produit, mais celui qui a participé à cette production n'a pas les possibilités de l'acheter!

Mais pendant ce temps le patronat a réalisé des bénéfices et même des superbénéfices et aujourd'hui ce même patronat refuse d'envisager toute augmentation, ce qui ne nous étonne pas, mais ce qui nous étonne c'est que ceux qui dirigent la C.G.T. soient surpris de ce refus, cela est naturel. Il ne fallait pas prôner la production, se refuser à toute demande d'augmentation depuis plus d'un an et réclamer l'échelle mobile, de cette façon la classe ouvrière ne serait pas dans «une misère relative» comme dit le camarade Jouhaux, surtout quand on a constaté comme le reconnaît Benoit Frachon, «l'ascension constante du coût de la vie depuis mars 1945».

Lorsque l'on a été placé à la tête d'une organisation syndicale, c'est d'abord l'intérêt de la classe ouvrière que l'on doit défendre avant l'intérêt général du pays et surtout celui du patronat.
